
Points clés

- Moscou n'acceptera pas une reconduction du traité New START aux conditions imposées par Washington, qui ne tiennent pas compte des préoccupations russes. Aucune avancée ne semble possible sous l'administration Trump.
 - Les missiles hypersoniques peuvent renforcer la dissuasion conventionnelle à l'échelle régionale.
 - L'outil de défense russe doit être repensé. En matière nucléaire, la priorité doit être donnée aux missiles sol-sol, sans contrainte quantitative. Dans l'armée de Terre, les Forces de missiles et d'artillerie doivent être renforcées. En matière navale, Moscou doit principalement miser sur les sous-marins nucléaires d'attaque.
 - Le retard de la Russie en matière de drones militaires ne pourra être surmonté sans développement de l'industrie électronique civile.
-

Nucléaire et dissuasion

Pour A. Yermakov, du *Russian International Affairs Council* (RIAC), les conditions récemment avancées par Washington pour une prolongation du traité New START sont inacceptables pour Moscou. Elles lui imposeraient notamment de communiquer sur ses missiles nucléaires tactiques et de se joindre à la pression officielle sur Pékin. Dans le même temps, les préoccupations russes – comme les missiles américains en Europe, le système de défense antimissile et l'inclusion de Paris et Londres dans le traité – sont écartées de la négociation. De fait, **l'extension du New START semble exclue sous l'administration Trump** (*Vedomosti*, 21 septembre 2020).

Pour E. Kholodnov, du *Pir-Center*, les armes hypersoniques conventionnelles ne peuvent s'envisager, à l'échelle mondiale, que comme un complément aux capacités de dissuasion nucléaire. En revanche, à l'échelle régionale, leur vitesse et le temps très réduit qu'elles laissent à l'adversaire pour riposter peuvent en faire un facteur de dissuasion non nucléaire (*Pir Center*, 10 septembre 2020).

Outil militaire : capacités et modernisation

A. Khramtchikhine, de l'Institut des études politiques et militaires, expose ses préconisations en matière de réarmement : 1) **les forces nucléaires russes doivent être en mesure d'atteindre simultanément plusieurs puissances adverses**, en particulier la Chine et les États-Unis. Moscou doit renoncer au principe de parité, abandonner les missiles *Iars* et *Sarmat* (coûteux et vulnérables) et privilégier les petits missiles balistiques intercontinentaux monoblocs et les missiles balistiques à portée intermédiaire lancés depuis des conteneurs mobiles. Des missiles de croisière à portée intermédiaire peuvent être déployés « à découvert » afin de mettre en garde l'Europe, mais **l'essentiel des missiles russes doivent être dissimulés**. Il en est de même pour les missiles nucléaires mer-sol, qui devraient être embarqués sur des navires d'apparence commerciale. 2) **Les Forces de missiles et d'artillerie doivent pouvoir se substituer à l'aviation**, et être équipées à cet effet de missiles à plus longue portée que les *Iskander* et de missiles antichars comme le *Spike-NSLOS* israélien. 3) La conception en série du char *Armata* est une autre priorité. 4) **La défense antiaérienne doit être renforcée par des missiles surface-air de très longue portée (au moins 500 km) et des lasers de combat** pour assurer la défense antiaérienne de proximité (jusqu'à 10 km), notamment contre les drones. 5) Concernant ces derniers, priorité doit être donnée à la conception d'appareils de combat lourds, capables de résister à la défense antiaérienne ennemie. 6) **En matière navale, il faut se concentrer sur les sous-marins nucléaires d'attaque et sur les frégates et dragueurs de mines** (en surface). En tout état de cause, **la Russie doit se doter d'une force de dissuasion conventionnelle et gérer son industrie de défense de façon pragmatique** : le complexe militaro-industriel ne doit plus être considéré comme un « pourvoyeur d'emplois sociaux » (*Voïenno-Promychlennyï Kourier*, 1^{er} septembre 2020).

Pour A. Nesviiajski et M. Kalachnikov, de *Voïenno-Promychlennyï Kourier*, **la Russie accuse un retard critique en matière de drones**, y compris par rapport à la Turquie. **L'utilisation de ces appareils se révèle pourtant décisive dans les conflits modernes**, en particulier contre les formations irrégulières. Dans le Donbass, ils pourraient permettre à la Russie de réaliser des frappes précises contre

Points clés

- La domination des *siloviki* dans la politique étrangère russe au détriment de la diplomatie ne favorise pas l'instauration de partenariats durables avec les pays tiers.
- L'affaire Navalny sonne le glas de la relation privilégiée entre Moscou et Berlin.
- Pour certains experts, la Russie aurait intérêt à revoir sa stratégie à l'égard de ses partenaires postsoviétiques. Elle ne doit pas tenter de créer un bloc régional politico-militaire, mais miser sur des coopérations souples, dictées par ses intérêts et respectant l'aspiration à la souveraineté de ses partenaires. Elle aurait aussi intérêt à renforcer son autonomisation en matière d'infrastructures et d'industrie militaires.

les unités ukrainiennes, et en Syrie, de ne plus gaspiller ses missiles *Kalibr*. Certes, **les avancées des constructeurs russes dans ce domaine semblent prometteuses, mais la fabrication en série de ces drones (*Sirius, Orion, Grom*) reste incertaine. Le principal obstacle réside dans le manque de composants microélectroniques** de fabrication nationale. Or, le développement de l'industrie microélectronique russe nécessite qu'elle devienne rentable, ce qui ne sera possible qu'en misant sur les technologies civiles : production de téléphones, de systèmes audio, de drones pour les travaux agricoles... La politique économique russe consistant à ne s'appuyer que sur l'énergie et la production d'armes montre ici ses limites (*Voïenno-Promychnyyi Kourier*, 8 septembre 2020).

Élites / *Siloviki*

Pour la journaliste et ancienne diplomate G. Sidorova, **le principal problème de la diplomatie russe actuelle réside dans le rôle excessif des *siloviki* et dans l'émergence des sociétés militaires privées en tant qu'instruments de politique étrangère « informels »**, notamment dans les zones de crise au Moyen-Orient et en Afrique. Le ministère des Affaires étrangères en est réduit à un rôle de « messenger », relayant les décisions (parfois contradictoires) des *siloviki*. De telles conditions nuisent à l'établissement d'une coopération durable entre la Russie et ses partenaires étrangers (*Versia*, 24 août 2020).

Pour T. Stanovaïa, de *R-Politik*, les récentes élections régionales partielles en Russie, où les candidats du pouvoir ont été largement élus, donnent le ton pour les élections législatives de 2021. La stratégie du Kremlin consistant à empêcher l'opposition réelle de se présenter, à s'appuyer sur Russie unie (de plus en plus technocratisé) tout en promouvant de nouveaux partis pour canaliser le mécontentement (parti « progressiste » *Novye Lioudi*, parti conservateur de Z. Prilepine *Za Pravdou...*), semble porter ses fruits (*Centre Carnegie de Moscou*, 16 septembre 2020).

Contexte stratégique

Pour A. Timokhine de *Vzgliad*, la Russie doit se préparer à une tentative de blocus par l'OTAN dirigée contre sa flotte commerciale. L'accès aux mers revêt une importance cruciale pour le pays : 60 % des exportations russes (notamment pétrolières) en dépendent. Pour y faire face, la Russie devrait systématiquement faire escorter ses bâtiments commerciaux par un groupement de petits navires militaires. Elle n'en a cependant pas les moyens (*Vzgliad*, 29 août 2020).

Russie / Occident

Pour D. Trenine, du Centre Carnegie de Moscou, **le refroidissement brutal de Berlin à la suite de l'empoisonnement d'A. Navalny marque une rupture dans l'histoire de la relation russo-allemande**. Les liens privilégiés entre les deux pays sont remis en question. Moscou est désormais moins soucieux d'accommoder Berlin ; cette évolution se reflètera probablement dans la politique russe à l'égard du Donbass et du Bélarus (ce dernier dossier étant désormais prioritaire pour la Russie). Cependant, Moscou doit éviter l'instauration d'une hostilité franche et favoriser un retour à des rapports constructifs, en adoucissant sa rhétorique et en faisant preuve de transparence sur l'affaire Navalny et sur le développement d'armes chimiques (*Centre Carnegie de Moscou*, 14 septembre 2020).

Espace postsoviétique

Selon un rapport d'A. Makienko, du Centre des études stratégiques et militaires (CAST), recensé et approuvé par D. Trénine, **la Russie ne doit pas tenter d'essayer de mettre en place un bloc politico-militaire en Eurasie à l'instar de l'OTAN. Elle doit privilégier les partenariats bilatéraux flexibles**, adaptés aux différents partenaires. En matière militaire, elle doit avant tout compter sur ses propres forces, des armes nucléaires aux contingents expéditionnaires. Elle pourrait néanmoins favoriser l'approfondissement de la coopération entre les services spéciaux des pays de la région. La mission de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) pourrait rester centrée sur les luttes contre le terrorisme et le trafic

Points clés

● Malgré l'affaiblissement intérieur de Loukachenka, la gestion de la relation russo-bélarusse restera complexe pour Moscou, qui doit à la fois soutenir son régime, préparer la transition du pouvoir et ne pas s'aliéner la population.

● Pour certains experts, le facteur militaire empêche Moscou de rompre avec Minsk : si celui-ci finissait par se tourner vers l'Occident, la capitale russe serait à portée des missiles tactiques de l'OTAN.

de drogue. En revanche, pour atteindre ses objectifs politico-militaires, Moscou peut, comme en Syrie, opérer en dehors du système de l'OTSC, au moyen d'interactions tactiques avec des partenaires situationnels, sans engagement à long terme ni intégration des forces armées. Concernant le Bélarus plus particulièrement, Moscou doit s'efforcer d'y maintenir une présence militaire raisonnable et le partenariat bilatéral en matière de défense antiaérienne, tout en réduisant sa dépendance vis-à-vis du complexe militaro-industriel bélarusse et en renforçant le déploiement de radars en Russie même. S'agissant de l'Arménie, elle constitue pour la Russie un allié peu fiable et d'un intérêt limité. Il n'est pas exclu que Moscou revoie à la baisse son implication dans ce pays. En tout état de cause, Moscou doit tenir compte des aspirations à la souveraineté de ses partenaires postsoviétiques (*Rossïia v globalnoi politike*, 27 août 2020, *Centre des études stratégiques et militaires*, août 2020).

Bélarus

Pour A. Chraïbman, rédacteur en chef du site TUT.BY (Minsk), **la perte de légitimité intérieure du président Loukachenka n'en fera pas pour autant un vassal manipulable pour Moscou**. Si A. Loukachenka renforce son pouvoir en interne, il reniera les mesures d'intégration. S'il est trop affaibli, il ne pourra pas les mettre en œuvre. En outre, les initiatives d'intégration politico-militaire entre les deux pays pourraient exposer Minsk à de nouvelles sanctions occidentales. Le Bélarus connaîtrait alors le sort de la Crimée, isolé économiquement et dépendant de l'assistance budgétaire russe. Par ailleurs, **si les accords bilatéraux produisent l'impression qu'A. Loukachenka « vend » son pays, la contestation populaire bélarusse risque de se transformer en mouvement de lutte de libération nationale** et de se retourner contre Moscou. Ce serait notamment le cas dans l'hypothèse de l'installation forcée d'une base militaire russe dans le pays. **Pour Moscou, le scénario idéal serait une stabilisation non-violente de la situation, suivie d'une transition du pouvoir coordonnée avec le Kremlin** vers un modèle plus « horizontal ». Moscou pourrait alors accroître et diversifier son influence sur la politique bélarusse, en s'appuyant sur différents acteurs politiques et économiques. Il est cependant probable qu'A. Loukachenka ne l'entende pas ainsi. Au lieu de promettre au Kremlin des concessions, le président exigera un soutien renforcé en contrepartie de sa lutte contre la « révolte antirusse » et de son rôle de rempart contre l'OTAN. Pour conserver son monopole auprès de Moscou et empêcher celui-ci de promouvoir d'autres figures, A. Loukachenka continuera de réprimer l'opposition et de bloquer les contacts directs entre la *nomenklatura* bélarusse et Moscou. **La difficulté, pour la Russie, sera de « conduire le président bélarusse là où elle le veut », en évitant son affaiblissement ou son renforcement excessifs**. Il n'est cependant pas certain que la Russie ait les capacités d'un tel « travail d'orfèvre » (*Centre Carnegie de Moscou*, 15 septembre 2020).

Selon le politologue O. Nemenski, de l'Institut russe des études stratégiques (RISI, proche de l'Administration présidentielle), l'État de l'union russo-bélarusse ne deviendra probablement jamais un État à proprement parler, l'exigence de souveraineté des deux pays empêchant la mise en place d'autorités supranationales. Il prendra davantage la forme d'une coopération économique renforcée (*Svobodnaïa Pressa*, 4 septembre 2020).

Pour V. Kachine, du Haut collège d'économie de Moscou, la capitale russe se retrouverait à moins de 500 km du bloc adverse en cas de pivot bélarusse vers l'Occident. Même sans déploiement de troupes permanentes au sol, Moscou se trouverait à portée de l'aviation nucléaire tactique ennemie. L'efficacité des systèmes d'alerte précoce et la possibilité d'une frappe de représailles seraient remises en question. **Les économies (substantielles) réalisées par l'abandon du soutien au Bélarus, même réinvesties dans l'outil militaire russe, ne permettraient pas de compenser cette vulnérabilité**. Le Kremlin est donc contraint de maintenir son appui au régime de Loukachenka malgré le manque de fiabilité de ce dernier. La priorité actuelle est d'exploiter la dépendance de Minsk pour créer des liens indissolubles. En cas d'échec, la Russie s'efforcera de limiter d'une manière ou d'une autre la valeur du Bélarus en tant qu'atout aux mains de l'adversaire (*Profile*,

Points clés

- Le maintien du *statu quo* instable dans le Haut-Karabagh menace les positions de Moscou dans le Caucase du Sud. La Russie doit muscler sa médiation pour résoudre le conflit à la racine et conserver son influence régionale.
 - Le déploiement de combattants kurdes au Haut-Karabagh, d'une ampleur certes limitée, pourrait préfigurer une déstabilisation de la région par un afflux de mercenaires en provenance de Syrie.
 - Les tensions entre Washington, Nicosie, Athènes (d'une part) et Ankara (d'autre part) jouent en faveur d'un rapprochement russo-turc, notamment autour de projets énergétiques.
 - Le « yuan numérique » ne permettrait pas à la Russie de contourner les sanctions, du fait de la convertibilité partielle de la devise chinoise.
-

15 septembre 2020).

Caucase du Sud

Selon le journaliste de *Rosbalt* S. Gorchkov, le maintien du *statu quo* dans les conflits de l'espace postsoviétique mine l'influence de la Russie dans son « étranger proche ». Moscou n'apparaît plus comme un médiateur efficace et déterminant. Dans le conflit du Haut-Karabagh, contrairement à la « guerre d'avril » de 2016, où Moscou avait accueilli une réunion des chefs d'état-major arméniens et azerbaïdjanais, l'escalade de juillet 2020 ne s'est pas traduite par une relance des négociations. Moscou a fait l'objet de critiques véhémentes par les deux pays belligérants. Son approche consistant à ménager les deux parties pourrait finalement conduire à la perte des deux partenaires et de la région dans son ensemble. **Dans le contexte d'instabilité en Europe orientale, le rôle du Caucase du Sud dans le système des intérêts stratégiques de la Russie se renforce, et Moscou doit aujourd'hui s'attaquer aux causes structurelles des tensions** (*Rosbalt*, 25 août 2020).

Pour *Gazeta.ru*, le déploiement par l'Arménie de combattants kurdes (PKK) dans le Haut-Karabagh s'oppose aux intérêts du Kremlin, qui n'a pas de contrôle sur ces forces et voit son flanc sud-ouest menacé par un regain de tensions. Il n'est pas à exclure que Paris et l'OTAN, en pleine confrontation géopolitique avec Ankara, cherchent à mener une « guerre par procuration » dans le Caucase du Sud. Pour l'expert d'*Ekho Moskvy* P. Felguengauer, il est peu probable que les Kurdes s'implantent massivement dans le Haut-Karabagh, mais **les nombreux groupes de combattants étrangers en Syrie, y compris à Idlib, constituent un vivier de mercenaires susceptibles de déstabiliser la région à moyen terme** (*Vestnik Kavkaz*, 16 septembre 2020, *Gazeta.ru*, 19 septembre 2020).

Moyen-Orient

Pour *Svobodnaïa Pressa*, le contexte politico-militaire international est propice à un rapprochement russo-turc : Nicosie s'appuyant désormais davantage (aux côtés d'Athènes) sur le soutien américain, Moscou pourrait répondre à cette évolution en renforçant ses liens avec Ankara. Par la même occasion, il enfoncerait un coin dans l'Alliance atlantique. Pour sa part, la Turquie, privée du soutien américain et contrariée dans ses projets pétroliers au large des côtes grecques, a plus que jamais besoin de la Russie. Les deux pays auraient tout à gagner au lancement d'un programme d'exploration pétrolière conjoint en Méditerranée orientale (*Svobodnaïa pressa*, 6 septembre 2020).

Asie

O. Pouzanova, du Haut collège d'économie de Moscou, estime que le départ du Premier ministre S. Abe ne devrait pas conduire à une détérioration de la relation russo-japonaise. Le renforcement de Pékin sur la scène internationale incite Tokyo à maintenir sa tentative de diversification en matière de politique étrangère notamment vers Moscou, tandis que le contentieux des îles Kouriles devrait rester, à moyen terme, un enjeu de second rang pour les autorités japonaises (*Rossïia v globalnoï politike*, 31 août 2020).

Pour A. Gabouïev, du Centre Carnegie de Moscou, le projet chinois de yuan numérique, même internationalisé, ne permettra pas à la Russie de réduire sa dépendance à l'égard du dollar et du système financier américain pour contourner les sanctions. Certes, le commerce russo-chinois est un succès en matière de « dédollarisation » (la devise américaine est inférieure à 50 % dans les échanges bilatéraux), mais il s'appuie moins sur le rouble et le yuan que sur l'euro. De fait, la convertibilité limitée de la monnaie chinoise n'en fait pas un outil commode pour les entreprises russes (*Kommersant*, 11 septembre 2020).

Points clés

- Certains experts considèrent qu'indépendamment des relations russo-européennes, les pressions américaines pourraient empêcher la réalisation du projet Nord Stream 2. Quel que soit le sort du gazoduc, la baisse des prix sur le marché européens et la concurrence croissante du GNL doivent inciter Moscou à intensifier ses exportations vers la Chine.
-

Énergie

Le rédacteur en chef de *Rossia v globalnoi politike* F. Loukianov estime que **le sort du Nord-Stream 2 ne dépend désormais plus des relations russo-européennes**, mais de la manière dont les pays occidentaux pourront surmonter leurs contradictions. Moscou n'a plus de leviers d'influence sur ce dossier. Selon un scénario pessimiste, mais envisageable, **même si Berlin soutient formellement le projet, les pressions américaines sur les entreprises européennes impliquées provoqueront son abandon**. Moscou ne pourra alors plus envisager l'Europe comme un partenaire, tous domaines confondus (*Rossiiskaïa gazeta*, 10 septembre 2020).

K. Rodionov, de *Forbes*, estime que l'interruption du projet Nord Stream 2 ne réduira pas les capacités d'exportation de gaz russe vers l'Europe, les infrastructures existantes étant déjà en surcapacité. Le problème, pour Gazprom, réside moins dans les sanctions occidentales que dans la baisse des prix du gaz sur le marché européen et dans la concurrence croissante des producteurs de gaz naturel liquéfié (GNL). Dans ces conditions, **Moscou doit intensifier la réorientation de ses exportations gazières vers la Chine**, notamment par la construction de nouvelles branches du gazoduc Force de Sibérie *via* la Mongolie (*Forbes Russie*, 9 septembre 2020).

Cyber

Pour S. Semenov, directeur de l'Agence de sécurité navale, **la Russie doit renforcer sa cybersécurité navale**. Ce domaine reste absent des doctrines et les autorités russes n'ont rien mis en œuvre, alors même que Moscou a contribué à élaborer la résolution du Comité de la sécurité maritime (CSM) sur la gestion des risques cyber maritimes, qui sera mise en place en janvier 2021. Outre les sanctions auxquelles Moscou s'expose si ses navires ou ports sont considérés comme non sûrs par le CSM, le risque de cyberattaques ne doit pas être négligé (*Russian International Affairs Council*, 8 septembre 2020).

*avec le soutien de la Direction générale des Relations Internationales et de la Stratégie (DGRIS), Ministère des Armées.